

Direction départementale de la  
protection des populations

Service prévention  
des risques environnementaux

**ARRÊTÉ MODIFICATIF**  
**portant autorisation environnementale**  
**d'une installation classée pour la protection de l'environnement**

Le préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement et ses annexes ;
- VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables pour la réalisation, l'entretien et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 7 mai 2019, autorisant l'EARL ÉLEVAGE de la BOURDONNIÈRE à exploiter au lieu-dit « La Bourdonnière » à Saint-Glen, un élevage porcin ;
- VU la demande présentée le 2 août 2019 par l'EARL ÉLEVAGE de la BOURDONNIÈRE représentée par Messieurs Brexel, dont le siège social est situé au lieu-dit « La Bourdonnière » à Saint-Glen, en vue d'effectuer à cette adresse :
- la mise à jour du plan de gestion des déjections ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 27 février 2020 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 13 mars 2020 ;

CONSIDÉRANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le plan de gestion des déjections de l'EARL ÉLEVAGE de la BOURDONNIÈRE est dépendant du bon fonctionnement de l'unité de traitement du GIE NORMA 2000 ;

CONSIDÉRANT que des dysfonctionnements ont été rencontrés sur des installations de traitement similaires à celle du GIE NORMA 2000 et qu'il n'est pas prévue de modification de celle-ci ;

CONSIDÉRANT qu'en cas de dysfonctionnement du processus de captation du phosphore, cet élément peut se retrouver dans l'effluent traité et que l'effluent traité repris par l'exploitant est épandu sur ses terres via un réseau d'irrigation ;

CONSIDÉRANT que la demande d'autorisation déposée après le 30 juin 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

ARRÊTE :

**Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2019 sont modifiées comme suit :

« L'EARL ÉLEVAGE de la BOURDONNIÈRE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit « La Bourdonnière » à Saint-Glen est autorisé à exploiter à la même adresse, à moins de 35 mètres d'un forage, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande un élevage porcin dont la capacité maximale est de 4170 emplacements et 1808 animaux équivalents. »

**Article 2 : Nature des installations**

2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installatio n	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	b)	A	Élevage intensif	Élevage de porcs	Nombre total d'emplacements	>2000 emplacements	1 place = 1 emplacement	4170	emplacements
2102	1)	E	Élevage, vente, transit, etc. de porcs	Élevage de porcs	Animaux équivalents	> 450	Reproducteur = 3AE Porcelet sevré = 0,2AE Porcs à l'engraissement et les jeunes femelles = 1AE	1808	Animaux équivalents (AE)

Régime de la nomenclature : A autorisation – E enregistrement – D déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

2.1.1. Meilleures techniques disponibles (MTD)

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale qui s'appliquent à l'exploitation sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 2000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg)	3660	6.6 b)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »

## 2.2. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature « eau »

rubrique	alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
1.1.2.0	2	D	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage	forage	Volume total prélevé	> 10 000	m3	16300	m3
2.1.5.0		NC	Rejets d'eaux pluviales	Bassin versant intercepté		> 10 000	m3	9638	m3

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

## 2.3. situation de l'établissement

Les installations autorisées (bâtiments et annexes) sont situées sur la commune, section et parcelles suivantes :

Commune	Type d'élevage	Section	Parcelles
Saint-Glen	Élevage de porcs	ZA	N° 188 et 220

Les installations citées ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement joint au dossier de demande déposé par l'exploitant.

## 2.4. Effectifs autorisés

Type de production	Animaux-équivalents	Effectifs maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou production annuelle (porcelets, porcs charcutiers)
Truies, verrats, cochettes saillies	A.E. maternité : 228 A.E. gestante-verraterie : 1137	455	425
Porcs charcutiers (>30kg)	4170	4170	12000
Porcelets	388	1938	13000
Quarantaine	55	55	45

## 2.5. Conformité au dossier de demande d'enregistrement

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### Article 3 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2019 sont modifiées comme suit :

#### « 3.1. Effectifs

Les porcs qui ne sont pas engraisés dans l'élevage doivent faire l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement, ...). Si l'exploitant fait engraisser des porcs à façon, il doit s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

### 3.2. Alimentation biphasé

3.2.1. L'alimentation biphasé est maintenue en place à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

3.2.2. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur de l'environnement les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans.

### 3.3. Laveur d'air

3.3.1. Conformément au dossier et plans, un laveur d'air est mis en place sur le nouveau bâtiment de 1300 places d'engraissement. Sa mise en service doit être effective dès la mise en place des animaux.

3.3.2. Débits et flux de pollution relatifs au laveur d'air

Boues	Flux annuel maximal
Volume	475 m <sup>3</sup>
N global	1652 kg

### 3.4. Sécurité

3.4.1. L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3.4.2. L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

3.4.3. Compte tenu des éléments transmis dans le dossier, les besoins en eau destinés à la lutte contre l'incendie sont assurés par une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances. »

### Article 4 : Prescriptions particulières concernant le devenir des lisiers

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2019 sont modifiées comme suit :

« 4.1. Une partie des déjections de cet élevage, soit 8320 m<sup>3</sup> de lisier, contenant 35 632 kg d'azote et 21 080 kg de phosphore, est acheminée annuellement vers la station de traitement du GIE NORMA 2000.

4.2. Pour les lisiers acheminés vers l'unité de traitement :

- deux débitmètres sont installés sur la canalisation reliant l'installation à l'unité de traitement du GIE NORMA 2000 avec un système d'enregistrement journalier pour comptabiliser les lisiers envoyés :
  - le premier débitmètre est installé sur le site de « la Bourdonnière » au départ de la canalisation ;
  - le deuxième débitmètre est installé entre la canalisation et la fosse de réception sur le site du GIE NORMA 2000 ;
- un registre de suivi est tenu à jour par l'exploitant avec la date et les quantités de lisier sortantes de l'installation et les quantités rentrantes dans l'unité de traitement ;
- tout écart, entre les quantités sortantes de l'installation et les quantités entrantes sur le site du GIE NORMA 2000, entraîne l'arrêt du transfert du lisier. Les moyens nécessaires sont alors mis en œuvre afin de vérifier l'étanchéité du réseau et le cas échéant entreprendre les réparations nécessaires ;

Le cas échéant, un rapport d'incident détaillant les constats réalisés, la cause de l'incident et ses conséquences ainsi que les actions mises en œuvre, est fourni au service des installations classées avant la remise en service du réseau.

4.3. En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de l'unité de traitement, le lisier est stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. L'inspecteur de l'environnement est immédiatement prévenu.

4.4. En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt prolongé et après saturation des capacités de stockage, soit toute activité est interrompue sur le site et les animaux transférés dans des installations autorisées, soit les effectifs sont ajustés aux capacités d'exportation du plan d'épandage exploité en propre.



4.5. Le traitement du lisier doit se poursuivre à compter de la date de l'arrêté préfectoral. »

## **Article 5 : Prescriptions relatives au plan de gestion des déjections**

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2019 sont modifiées comme suit :

### **« 5.1. Méthodologie de suivi**

5.1.1. Une analyse de terre est réalisée annuellement à période constante, par un prestataire indépendant du groupement de producteur et de l'exploitant, sur chaque îlot cultural faisant partie du réseau d'irrigation de l'effluent traité. L'analyse de terre réalisée en 2020 sert d'année de référence pour le suivi des teneurs. Si une analyse a été réalisée lors du dernier trimestre 2019, celle-ci peut servir d'année de référence ;

5.1.2. Cette analyse doit porter à minima sur la teneur en phosphore total du sol. La méthode d'analyse retenue, du phosphore total dans le sol, doit être conforme aux normes AFNOR et réalisée par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'agriculture.

5.1.3. Pour suivre l'évolution du phosphore dans le sol, la méthode d'analyse retenue est l'une des trois suivantes :

- Dyer ;
- Joret-Hébert ;
- Olsen.

La méthode d'analyse retenue doit être reconduite chaque année.

### **5.2. Autosurveillance**

5.2.1. En cas d'évolution à la hausse de la teneur en phosphore total du sol, plus de 2 années consécutives par rapport à l'année de référence, pour un îlot cultural faisant partie du réseau d'irrigation, l'exploitant en identifie les raisons et les actions à mettre en œuvre pour stopper cette évolution. Un rapport d'expertise, détaillant le diagnostic réalisé et les mesures envisagées, est établi et transmis au service d'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois après la notification du résultat d'analyse réalisée auprès de l'exploitant.

5.2.2. Au bout de 5 ans, pour chaque îlot, s'il n'y a pas d'augmentation de la teneur en phosphore total du sol par rapport à l'année de référence, la fréquence d'analyse peut être réduite à 3 ans. En cas d'évolution à la hausse de la teneur en phosphore, par rapport à l'année de référence, une analyse est alors effectuée l'année suivante et le cas échéant le rapport d'expertise mentionné ci-dessus est établi et transmis au service d'inspection des installations classées dans les mêmes délais.

5.2.3. Les analyses, qui doivent être datées, sont consignées dans un registre, avec le cas échéant, tous les éléments d'appréciation utiles. Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **5.3. Périmètre du suivi**

5.3.1. Une analyse est réalisée sur chaque îlot cultural faisant partie du réseau d'irrigation de l'effluent traité.

5.3.2. Les numéros des îlots culturaux faisant partie du suivi sont : 7, 9, 10, 11, 14 et 15.

5.3.3. Dans le cas où un îlot cultural est découpé en plusieurs parcelles (assolement différent) une analyse est réalisée par parcelle dans la mesure où la parcelle a une dimension supérieure à 1 ha.

5.3.4. En cas d'ajout de surfaces complémentaires au réseau d'irrigation, le même protocole de suivi doit être mis en œuvre.

5.4. Plan de gestion des déjections : en cas d'évolution du plan de gestion des déjections (production, valeurs de rejets, processus de traitement, ...) le registre, mentionné au point 5.2.3. est joint au dossier notifié et transmis au préfet du département. »

## **Article 6 : Autres dispositions**

Les dispositions des articles 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2019 demeurent identiques.

## **Article 7 : Affichage**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Saint-Glen pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Saint-Glen pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant quatre mois ;

## **Article 8 : Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "télerecours citoyens" accessible sur le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## **Article 9 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Saint-Glen et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le - 6 AVR. 2020

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

  
Béatrice Obara